

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE DE FOND DES SAULES

Espace Européen de l'Entreprise
1 rue de Berne
67300 Schiltigheim

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\00_EOLIENNES\Fond
des Saules_(Sepe du)_Coupelle Vieille_070.05656\2_Inspections\22_11_2026_PPC"
Code AIOT : 0007005656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SEPE DE FOND DES SAULES implanté lieu-dit Fond des saules 62310 Coupelle-Vieille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE FOND DES SAULES
- lieu-dit Fond des saules 62310 Coupelle-Vieille
- Code AIOT : 0007005656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Fond des Saules est composé de cinq éoliennes.

Les éoliennes sont de type Enercon E70, pour une puissance unitaire de 2 MW. Elles sont constituées d'un mât de 84 m de hauteur et d'un rotor de 71 m de diamètre.

Le parc a été mis en service en décembre 2008.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
6	Vérifications électriques annuelles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17- dernier alinéa	Sans objet
7	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
8	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
9	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
10	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
12	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
13	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Pour un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Constats : Le suivi environnemental, réalisé par le bureau d'étude BIOTOPE, a été finalisé en octobre 2018. Ce suivi synthétise les résultats : <ul style="list-style-type: none">• du suivi de mortalité réalisé par huit passages en septembre et octobre 2016 ;• du suivi de l'avifaune migratrice par radar réalisé en 2010 à l'échelle de l'ensemble des parcs éoliens de Fruges ;• du suivi des chiroptères et de l'avifaune nicheuse réalisé en 2014 et 2017 à l'échelle de

<p>l'ensemble des parcs éoliens de Fruges.</p> <p>Les résultats montrent une mortalité aviaire faible sur le parc et une absence de mortalité des chiroptères.</p> <p>Le suivi environnemental a été réalisé antérieurement à la mise en application du protocole de suivi environnemental ministériel de 2018.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que le prochain suivi est programmé pour le mois d'avril 2026. L'inspection rappelle que ce suivi doit être réalisé conformément au protocole de suivi environnemental ministériel de 2018 et que les mortalités constatées doivent faire l'objet d'un dépôt sur la plateforme Depobio.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc éolien est composé de 5 éoliennes numérotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • C2-06-78025 • C2-07-78023 • C2-08-78024 • C2-09-78022 • C2-10-78021 <p>L'inspection s'est rendue sur l'éolienne C2-10-78021 et a constaté la fermeture à clef de la porte d'accès.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur</p>

<p>le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue sur l'éolienne C2-10-78021 et a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification par un numéro/lettre: C2-10-782021 - l'interdiction d'accès et de stationner - les consignes de sécurité - l'identification des risques (pictogrammes et texte) - les prescriptions d'accès aux personnels
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Formation et exercices

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le document de synthèse des formations du personnel intervenant sur le parc éolien. Les personnes pouvant intervenir sur le parc sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engie Green en tant qu'exploitant ; • ENERCON pour la maintenance/réparation ; • Dekra pour le contrôle réglementaire. <p>Le personnel Engie Green intervenant sur l'installation a suivi un programme de formations spécifiques aux risques de l'installation et de son environnement.</p> <p>L'inspection a vérifié les formation d'un agent d'Engie Green (son nom figure en partie confidentielle) :</p>

- la formation « hauteur GWO » est valide (date d'échéance : 13/09/2026, renouvellement tous les deux ans);
- la formation « SST » est valide (date d'échéance : 23/07/2027, renouvellement tous les deux ans) ;
- la formation « AIPR » (risques anti-endommagement) est valide (date d'échéance : 25/09/2029, renouvellement tous les cinq ans) ;
- la formation "incendie" est valide (date d'échéance : 21/05/2027, renouvellement tous les deux ans) ;
- la formation "Lift" (ascenseur) est valide (date d'échéance : 19/09/2026, renouvellement tous les deux ans).

Les habilitations électriques sont valides (dates d'échéance : 21/11/2028 et 19/11/2028, renouvellement tous les trois ans).

Cet ensemble de formations constitue les formations minimales des intervenants Engie Green.

Les sous-traitants ont leurs propres suivis de formations habilitantes.

L'exploitant précise que la gestion et le contrôle des accès sont réalisés par CCE (Centre de Conduite des Énergies) pour Engie Green. Tout accès fait l'objet d'une validation du CCE avec contrôle de la signature du plan de prévention et de la validation des habilitations.

En ce qui concerne les exercices, un exercice est programmé fin février 2026 sur le parc éolien Engie Green « Champs des Vingt » sur la commune de Beaumets-lès-Aire. L'ensemble des référents des parcs éoliens Engie Green (secteur de Fruges-Fauquembergues) participeront à cet exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Essais annuels des arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Les tests des arrêts (simple, urgence, survitesse) sont réalisés par ENERCON dans le cadre de la maintenance dénommée "Master Maintenance" (maintenance principale). Cette maintenance est annuelle.

Pour l'année 2025, cette maintenance a été réalisée sur les cinq éoliennes aux dates ci-après :

- C2-06-78025 / 18/04/2025
- C2-07-78023 / 21/03/2025
- C2-08-78024 / 30/04/2025
- C2-09-78022 / 05/03/2025
- C2-10-78021 / 21/02/2025

Les rapports d'intervention ne font pas état de défauts sur les essais des différents arrêts.

Les rapports sont intégrés dans l'outil "SAP", qui tient lieu de registre de maintenance. L'outil "SAP" remplace l'outil "Carl Source" utilisé précédemment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérifications électriques annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17- dernier alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et elles sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Les contrôles électriques (éoliennes et PDL) sont réalisés par la société DEKRA. Les contrôles ont été réalisés du 04 au 05/09/2025.

Le contrôle sur la machine C8 fait état d'un défaut mineur sur un éclairage de sécurité, qui a été réparé au mois de novembre 2025.

Les rapports d'intervention sont consignés dans l'outil SAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât

Prescription contrôlée :

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans

tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les contrôles de serrage sont réalisés dans le cadre des contrôles annuels de type "Master Maintenance". Les contrôles des brides de mât et des pales sont réalisés visuellement et par sondage sonore «taping ». L'ensemble des brides est vérifié lors de ce contrôle. Un serrage au couple est également réalisé sur 10 % des fixations des pales. Les points de contrôle de serrage dans les rapports d'intervention 2025 ne font pas état de défauts constatés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Pâles
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel des pales est réalisé lors du contrôle annuel Master Maintenance par les équipes ENERCON chargées de la maintenance. L'exploitant réalise également des contrôles annuels par drones. Le dernier contrôle a été réalisé par la société SUPERVISION le 18/11/2025. Le calendrier des contrôles Master Maintenance et par drones permet de respecter la fréquence semestrielle des contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques chroniques, SIS
Prescription contrôlée : III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Les équipements de sécurité sont contrôlés lors de la réalisation de la Master Maintenance par les équipes ENERCON, réalisée annuellement :

- test détecteur d'incendie (test capteur et transmission de l'information) ;
- test capteur survitesse (test de mise en survitesse en réel pour arrêt de la machine) ;
- test contrôle de couple (test du capteur de balourd mécanique ou aérodynamique de la turbine) ;
- test de bruit dans le rotor (test du capteur de bruit mesurant l'intégrité du rotor) ;
- test de capteurs limites des pales (test des angles maximums de pale, mise en drapeau) ;
- test d'oscillation (test d'oscillation de la tour).

Les rapports d'intervention établis pour le contrôle 2025 ne font pas état de défauts sur les tests réalisés.

Les rapports de contrôles sont intégrés dans l'outil SAP, qui tient lieu de registre de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant précise à l'inspection l'organisation des opérations de maintenance :

- Le centre de conduite d'exploitation (CCE) valide sur son portail AURORA l'intervention de maintenance : identités, habilitations valides, signature PDP.

- Le prestataire de maintenance intervient et consigne son intervention dans un rapport transmis à l'exploitant.

En ce qui concerne ENERCON, la société répertorie sur son service info portail (SIP ENERCON) les rapports de maintenance, les défauts constatés, les ordres de travail, les rapports d'intervention.

L'exploitant ENGIE GREEN collecte ces informations sur le SIP ENERCON et renseigne l'outil de maintenance SAP. SAP consigne l'ensemble des informations de maintenance et donne à l'exploitant les informations sur les échéances et les réalisations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes: survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.

Constats :

Le plan de prévention est établi par l'exploitant à l'échelle des trois parcs riverains : parc éolien Les Sohettes, parc éolien du Fond des Saules, parc éolien de Bois Sapin. Le plan de prévention est annuel ; sa version actuelle est la version 0 du 06/01/2026.

Le plan de prévention est visé par l'ensemble des intervenants ; sa signature est contrôlée dans le cadre de l'autorisation d'accès aux parcs délivrée par AURORA.

Les consignes de sécurité sont établies par l'exploitant et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes sont annexées au plan de prévention de la maintenance sous la forme de fiches de sécurité établies par parc éolien.

La fiche de sécurité du parc éolien du Fond des Saules indique :

- situation des éoliennes/type de machine et d'équipements de sécurité/accès aux ouvrages ;
- plans d'évacuation ;
- limitation d'accès, consignes d'accès et port des EPI ;
- gestion des risques accidentels et les numéros d'urgence (112 et n° CCE) ;
- arrêts d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- gestion des situations d'urgence, conformément à la prescription.

Les documents de gestion des risques accidentels, numéros d'urgence, arrêts d'urgence et gestion des situations d'urgence sont rédigés en français et comportent une traduction en anglais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Arrêts d'urgence

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

Constats :

L'arrêt d'urgence des éoliennes peut se réaliser :

- sur place par les arrêts coup de poing ;
- par l'appel et l'intervention du CCE.

Les fonctionnements anormaux des éoliennes sont détectés par le pilotage du CCE ou sur site dans le cas d'une intervention de maintenance en cours.

Sur place, l'inspection a demandé l'arrêt de l'éolienne visitée via le CCE. Après appel de l'exploitant, l'arrêt de l'éolienne est effectif en moins de trois minutes.

L'appel aux services de secours est réalisé par l'intervenant ou par le CCE conformément à la fiche de sécurité du parc (appel 112 ou CCE).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Deux extincteurs CO ₂ sont positionnés dans l'éolienne (pied de tour/nacelle). L'inspection a constaté la présence de l'extincteur de pied de tour. L'inspection ne s'est pas rendue en nacelle. Le contrôle des extincteurs a été réalisé le 17/07/2025 sans observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Projection de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : La détection de formation de glace se réalise par déduction (courbes de puissance et températures). Dans le cas de détection de glace, l'arrêt de l'éolienne est automatique. L'information est transmise au système ENERCON SCADA et au CCE (via l'outil "DARWIN"). Une procédure « redémarrage ICE » a été établie par Engie Green (V1 du 08/02/2022) pour l'ensemble des parcs exploités.

Cette procédure décline trois niveaux de risques (faible, modéré, important) et de classement des parcs.

En fonction du risque, la procédure précise les conditions d'arrêt et de redémarrage, avec des conditions à vérifier avant redémarrage et réalisation de levées de doute.

Le parc éolien du Fond des Saules est catégorisé en risque gel "faible". Le redémarrage est en conséquence réalisé :

- soit automatiquement après six heures d'arrêt et vérification automatique des conditions de redémarrage ;
- soit à distance par le CCE après vérification des conditions de redémarrage et validation du référent du parc ou de l'astreinte d'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite